
Renvoi au comité de la guerre de la lettre du second adjoint au ministre de la guerre, qui signale la suspension de la délivrance des étoffes pour confectionner les uniformes des vétérans nationaux, lors de la séance du 7 germinal an II (27 mars 1794)

Citer ce document / Cite this document :

Renvoi au comité de la guerre de la lettre du second adjoint au ministre de la guerre, qui signale la suspension de la délivrance des étoffes pour confectionner les uniformes des vétérans nationaux, lors de la séance du 7 germinal an II (27 mars 1794). In: Tome LXXXVII - Du 1er au 12 germinal An II (21 mars au 1er avril 1794) p. 485;

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1968_num_87_1_20722_t1_0485_0000_4

Fichier pdf généré le 23/01/2023

[Le 9^e rég^t des hussards au repr. Florent Guiot. Lille, s. d.] (1).

« Représentants,

Les officiers, sous-officiers et hussards du 9^e régiment, détachés aux avant-postes de Lille, sincèrement reconnoissants de ce que tu leur as accordé les armes dont ils avoient un si urgent besoin, t'invitent à faire parvenir à la Convention une somme de 316 l. 12 s., formant le total d'un jour de leur paye.

C'est peu de chose à la vérité, et nous désirerions être les derniers à faire cette offrande à la Patrie, pour les parens de nos braves camarades qui ont eu le bonheur de mourir en combattant pour elle; mais nous espérons que dans peu nous ferons, sur le territoire ennemi, quelques coups d'hussard qui tourneront à l'honneur et au profit de la République.

Les satellites des tyrans coalisés savent déjà, ce que peuvent nos bras lorsqu'ils ont armés pour la patrie. Victoire ou la mort, confiance dans nos chefs, discipline, haine aux tyrans, amour sincère de la République, vive la Montagne! voilà les devises des hussards du 9^e régiment.

Gaspard MIENY (command^t).

92

Le second adjoint au ministre de la guerre pour la 2^e division, écrit que, conformément au décret du premier de ce mois, relatif aux vétérans nationaux, préposés à la garde des monumens du palais national, il a prescrit, le 2, au commissaire des guerres Hilerin, de constater la quantité d'hommes qu'il faut habiller, et quels sont les effets d'habillement dont ils peuvent avoir besoin; que les mesures des habillemens sont prises; mais que la délivrance des étoffes est suspendue jusqu'à ce qu'il ait été dérogé à la loi du 14 frimaire, qui ordonne des gilets et culottes blanches, que les vétérans désirent d'avoir, de couleur bleue. Il demande que la Convention veuille bien s'expliquer à cet égard.

Renvoyé au comité de la guerre (2).

93

Le ministre de la guerre fait passer les pièces relatives à la demande des citoyens Vassy et Favetier, capitaines de navires, en indemnité de la perte de leurs bâtimens naufragés. A ces pièces se trouve joint l'arrêt du Conseil exécutif, qui, ayant reconnu leurs réclamations légitimes, l'a déterminée, pour le premier, à 16,360 liv., et pour le second à 15,385 liv., et en sollicite l'approbation.

Renvoyées aux comités de marine et des colonies (3).

(1) C 297, pl. 1018, p. 43. Fl. Guiot transmet cette lettre le 1^{er} germ. II. B^{ns}, 8 germ.; M.U., XXXVIII, 153.

(2) P.V., XXXIV, 211.

(3) P.V., XXXIV, 211.

94

Un secrétaire fait lecture d'une adresse présentée par la société populaire de Melle, chef-lieu de district, dans laquelle, après avoir rendu compte de la fête civique qui avoit eu lieu pour la plantation de l'arbre de la liberté, en exécution de la loi du 4 nivôse, elle annonce que l'alégresse publique a été troublée par un malheur arrivé au citoyen Jacques Desprès, natif de Fontenay-le-Peuple, et caporal dans un des bataillons de Vendée, qui, en arrachant l'arbre de la liberté destiné à être planté devant les séances de la sociétés, a eu les deux jambes cassées. Ce citoyen, à son premier pansement, demanda s'il pouvoit espérer la guérison; sur la réponse affirmative du chirurgien, il répondit: *Si j'ai ce bonheur, mes premiers pas seront pour aller embrasser l'arbre que l'on va planter, ce que je ferai de bon cœur, quoi qu'il m'ait cassé les deux jambes* (1).

[Melle, 25 vent. II] (2).

« Citoyens représentans,

La loi du 4 nivôse dernier imposant à chaque commune de la République le devoir de planter, avant le 1^{er} germinal prochain, un arbre de la Liberté portant ses racines, nous venons de nous acquitter de cette douce obligation et de le placer en face de la porte d'entrée de la salle de nos séances, afin d'avoir sous les yeux, le plus souvent possible, ce symbole de la félicité de tous les êtres bien pensans.

Cette cérémonie à laquelle ont assisté les autorités constituées, la gendarmerie, la garde nationale, et plusieurs bataillons de volontaires de la première réquisition cantonnée ici, s'est faite avec autant d'ordre que d'allégresse, aux cris souvent répétés de Vive la République, Vive la Montagne.

Rien de ce qui pouvoit rendre cette fête intéressante n'a été négligé: discours patriotiques, chansons patriotiques, dons en faveur d'un malheureux qui a succombé sous le poids de l'arbre dont est question, sermens d'exterminer les ennemis de la patrie ou de mourir en les combattant, danses publiques et illuminations: tous ces actes de civisme ont été mis en pratique avec un zèle au-dessus de toutes expressions, en sorte que nous pouvons vous accertainer que notre satisfaction auroit été complète si nous n'eussions pas eu la douleur de savoir que le citoyen Jacques Desprès, jardinier de profession, natif de Fontenay-le-Peuple, et caporal dans l'un des dits bataillons, s'étoit cassé les deux jambes en arrachant cet arbre chéri.

Ce citoyen duquel nous avons le plus grand soin demanda aux chirurgiens dès son premier pansement s'il pouvoit espérer guérison. Sur leurs déclarations qui oui, il leur dit: *Si j'ai ce bonheur, mes premiers pas seront pour aller*

(1) P.V., XXXIV, 212. B^{ns}, 7 germ. et 10 germ. (2^e suppl^é); Ann. patr., n^o 452; Mon., XX, 68; J. univ., n^o 1586; J. Sablier, n^o 1223; Rép., n^o 99, p. 396.

(2) F¹⁷ 1022, doss. 2.